



François SOULAGE, Président du Secours catholique

La France fait bien d'intervenir au Mali, mais...

publié le 29/01/2013 à 14:06

L'intervention militaire de notre pays contre les djihadistes du Sahel soulève de nombreuses questions.

L'intervention de la France au Mali est incontestablement un évènement marquant dans la vie politique de notre pays. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir dessus car se posent à ce propos de nombreuses questions, d'autant plus importantes qu'il s'agit d'une intervention militaire dans une région où circulent beaucoup d'hommes et d'armes, une région où se confrontent depuis des siècles, et bien que musulmans tous les deux, des Arabes et des Africains.

Face à des opérations militaires, les chrétiens sont, par nature, très prudents car ce sont souvent les civils, et les plus pauvres, ceux qui n'ont pas réussi à se mettre à l'abri, qui paient le plus lourd tribut. Pour les chrétiens la guerre doit être autant que possible évitée.

Mais, ici, pouvait-on faire autrement ? Pouvait-on courir le risque de voir des extrémistes fanatiques prendre le pouvoir à Bamako, et se noyer dans la population, comme ils le font désormais dans le nord Mali ?

Il faut affirmer qu'il n'y a pas, dans ce cas, de conflit entre Occident chrétien et monde musulman, c'est une lutte contre des terroristes sur un terrain déterminé, ce n'est pas non plus la lutte contre le terrorisme en général, il s'agit ici de défendre un État et une population en danger. Je pense au contraire que cette action est le signe d'une réelle fraternité en allant au secours de populations victimes de nouveaux tyrans, s'abritant derrière une vision fanatique de la religion musulmane, pour cacher des trafics, des volontés de pouvoir est un véritable retour à l'esclavage, en particulier pour les femmes. La France a pris un vrai risque à l'écart du monde, je pense qu'il fallait le prendre.

Ce qui nous préoccupe, c'est qu'il ait fallu en arriver là faute d'un gouvernement malien et d'une armée dignes de ce nom. Ceci pose la question plus générale de l'aide à la construction d'une société civile et d'une société démocratique capables de prendre en charge l'avenir d'un pays. Or cette question est bien souvent mal résolue dans beaucoup de pays voisins et il ne faudrait pas que l'intervention militaire actuelle nous dispense de regarder cette réalité plus profonde qui est le caractère très discutable de la gouvernance de beaucoup de pays dits « amis » qui pourraient, de ce fait, être victimes des mêmes tentatives.